

## **TERMES DE REFERENCE**

### **Consultant en Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) pour la République de Madagascar**

#### **FICHE DE POSTE**

**Titre:** Consultant en Réforme du Secteur de la Sécurité

**Organisation:** Commission de l'Union africaine

**Mission:** Bureau de liaison de l'Union africaine (UA) en République de Madagascar

**Lieu d'affectation:** Antananarivo, République de Madagascar

**Durée:** Six (6) mois

#### **I. CONTEXTE**

Madagascar a connu des crises politiques et sécuritaires périodiques qui ont entraîné quatre putschs depuis son indépendance. À la suite du dernier changement anticonstitutionnel de gouvernement en 2009, Madagascar a été suspendu de l'UA ainsi que des principales institutions financières de développement. Cette suspension a entraîné un déclin économique spectaculaire qui, à son tour, a aggravé les problèmes déjà existants de corruption, d'exploitation illégale des ressources naturelles et de dégradation de l'État de droit. Le retour à l'ordre constitutionnel en janvier 2014 et la levée des sanctions par l'Union africaine et au niveau international ont été l'occasion d'interagir de nouveau avec Madagascar et de régler les faiblesses systémiques de son secteur de la sécurité, afin d'adopter des réformes globales qui mettront le pays sur une nouvelle voie vers la paix et le développement.

#### **II. L'ENGAGEMENT DE L'UA DANS LE PROCESSUS DE RSS À MADAGASCAR**

La Commission de l'UA appuie Madagascar dans le contexte de la RSS depuis octobre 2014, lorsqu'elle a entrepris une mission d'évaluation conjointe sous conduite de l'UA sur la RSS avec les Nations unies, l'Union européenne, la SADC, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et le Réseau africain du Secteur de la sécurité (ASSN) en tant que partenaires. L'objectif de l'évaluation était d'appuyer les autorités malgaches dans l'élaboration d'une compréhension commune du contexte et de la portée de la RSS, afin de mieux refléter leurs besoins clés en matière de RSS et d'identifier les domaines prioritaires de soutien par les partenaires internationaux, y compris l'UA.

Les recommandations de l'évaluation ont été utilisées par le gouvernement malgache comme base pour lancer le processus de RSS dans le pays. Dans le cadre de l'assistance de l'UA au processus malgache de RSS, en 2015, la Commission de l'UA a déployé un expert en RSS au bureau de liaison de l'UA à Madagascar et un consultant en RSS au cabinet du Premier ministre.

Du 29 août au 10 septembre 2016, le gouvernement de la République de Madagascar a organisé un atelier de planification stratégique sur la RSS à Antananarivo. L'atelier faisait partie du processus national de RSS en cours pour appuyer la mise en œuvre du document de politique

nationale de Madagascar sur la RSS (Lettre de Politique générale sur le RSS). Sur la base de la demande du gouvernement malgache, la Commission de l'Union africaine, en collaboration avec le PNUD et d'autres partenaires internationaux, a aidé le gouvernement à organiser, financer et conduire l'atelier, qui a été couronné par l'adoption d'un plan stratégique de RSS et de huit plans opérationnels.

En octobre 2016, le gouvernement de Madagascar a demandé à l'UA de mettre à disposition un expert en RSS pour conseiller les autorités dans la mise en place d'une structure de coordination de la RSS et dans la mise en œuvre des plans de travail stratégiques de la RSS. C'est en réponse à cette demande que la Commission de l'Union africaine envisage de déployer un consultant en RSS à Madagascar pour une période de six (6) mois.

### **III. PORTÉE DU TRAVAIL**

- a. Conseiller la SRCC sur le processus national de planification de la RSS en cours, afin d'apporter aux autorités nationales un soutien conforme au Cadre politique de l'UA sur la RSS.
- b. Conseiller l'autorité nationale dans la mise en place de la structure de coordination de la RSS
- c. Appuyer la SRCC dans son assistance aux autorités nationales pour mettre en œuvre les plans stratégiques et opérationnels de RSS.
- d. Appuyer la SRCC dans les activités de RSS impliquant les autorités nationales, les partenaires régionaux et internationaux, les organisations de la société civile et d'autres parties prenantes du processus malgache de RSS
- e. Travailler en étroite collaboration avec l'Unité DSD de l'UA chargée de la RSS pour assurer que leur mandat à Madagascar est mis en œuvre conformément aux bonnes pratiques et aux normes établies par le Cadre politique de l'UA sur la RSS et les notes d'orientation opérationnelle de l'UA
- f. Tenir l'Unité DSD de l'UA chargée de la RSS régulièrement informée des développements de la mission (mises à jour hebdomadaires et rapport mensuel à travers la SRCC)

### **IV. RÉALISATIONS SPÉCIFIQUES**

- a. Mettre en place une structure de coordination sur la RSS, conformément à la Constitution de Madagascar, au Document de politique nationale sur la RSS (Lettre de politique générale sur la RSS), au Cadre politique de l'UA sur la RSS et d'autres normes internationales sur la RSS
- b. Élaborer des instruments statutaires de la structure de coordination, en étroite collaboration avec le CTO RSS
- c. Organiser l'approbation des documents statutaires de la structure nationale de coordination sur la RSS
- d. Organiser des réunions de coordination et soumettre les rapports mensuels connexes.
- e. Organiser et faciliter les séances de sensibilisation et les formations pour l'équipe de coordination de la RSS et d'autres parties prenantes principales, y compris les membres

de l'équipe des huit piliers de la RSS, sur les concepts de RSS conformément au Cadre politique de l'UA sur la RSS et aux normes internationales sur la RSS

- f. Élaborer des notes de cadrage, des propositions et des budgets pour la mise en œuvre des activités de la RSS, à travers les huit piliers de la RSS, conformément aux objectifs et aux résultats des plans stratégiques et opérationnels sur la RSS
- g. Organiser des réunions et des discussions sur la RSS à un niveau des experts pour éclairer la prise de décision;
- h. Concevoir le cadre de la stratégie nationale de sécurité, conformément aux principes de sécurité humaine et à la Stratégie nationale de la RSS (Lettre de Politique générale sur le RSS)
- i. Soumettre des mises à jour hebdomadaires sur le développement de la mission, à transmettre à la SRCC avec copies au chef de DSD.

## **V. RÉSULTATS**

Le rôle de la SRCC et du Bureau de liaison de l'UA à Madagascar est fortement renforcé en fournissant une assistance de l'UA au processus de RSS à Madagascar, et ils sont en mesure de fournir de bons conseils techniques conformément au Cadre politique de l'UA sur la RSS et aux autres normes internationales.

## **VI. FORMATION/EXPERIENCE**

- a. Etre titulaire d'un diplôme universitaire supérieur (Master ou équivalent) en sciences politiques, relations internationales, ou toute expérience/formation liée aux sciences sociales ou au secteur de la sécurité;
- b. Avoir Formation internationalement reconnue sur la réforme du secteur de la sécurité (niveau 1 et/ou 2);
- c. Jouir d'au moins dix (10) ans d'expérience professionnelle sur les questions de paix et de sécurité, dont cinq (5) années consacrées au travail liées à la réforme du secteur de la sécurité ou au désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion et à la gestion des conflits sur le continent africain
- d. Avoir la capacité de mener des discussions de haut niveau et de travailler en étroite collaboration avec des représentants de haut niveau de gouvernements, des hauts responsables militaires, des ONG et des institutions multilatérales dans des environnements complexes de paix et de sécurité avec des intérêts multiples;
- e. Une expérience dans la formation, la facilitation, la gestion des conflits ou des processus de paix, en particulier dans le contexte africain, constituera un avantage additionnel évident;
- f. maîtriser l'outil informatique et bien utiliser l'internet, Power Point, Excel et Word. Restez informé avec d'autres technologies disponibles Etre à jour des autres technologies disponibles;
- g. Avoir d'excellentes compétences de rédaction, de négociation, d'analyse et de communication.

## VII. AUTRES COMPÉTENCIES ET APTITUDES

- a. Avoir une bonne connaissance des concepts, de la terminologie, de la recherche et de la littérature sur les politiques de RSS, en particulier sur le continent africain, est requise;
- b. Assurer le suivi des nouveaux développements dans le domaine de la RSS et faire preuve de volonté d'apprendre des autres;
- c. une connaissance approfondie de l'origine, de la vision, de la structure et de la pertinence de l'Union africaine est essentielle. La connaissance générale du système des Nations unies est requise.
- d. Excellentes compétences en rédaction et capacité à communiquer clairement aussi bien par écrit qu'oralement, y compris les présentations orales publiques et sur Power Point.
- e. Bonnes aptitudes interpersonnelles.

## VIII. LANGUES

La maîtrise du Français et de l'Anglais est requise. La connaissance d'une ou de plusieurs autres langues officielles de l'UA (Arabe et/ou Portugais) serait un atout supplémentaire.

## IX. La Rémunération

**Le paiement sera un montant fixe de quarante et un mille cinq cent trente-cinq(41,535) dollars** américains, pour toute la durée du mandat, qui est de six (6) mois. Le consultant devra être basé au lieu d'affectation. Pour tout voyage nécessaire pour la bonne réussite de la mission, dûment autorisé à l'avance par la Commission, un ticket aller-retour en classe économique au taux d'un vol le plus direct, et une indemnité de subsistance seront payés, conformément aux règles et règlements de la Commission de l'Union Africaine (CUA).

Le paiement des honoraires sera effectué mensuellement, sur base des produits livrables qui seront définis dans le contrat.

**Délai de soumission des CVs** : le délai de soumission des CV est fixé le vendredi 7 juillet 2017.

**Adresse pour toute question de clarification et soumission des CV** : les candidats intéressés envoient leurs demandes d'éclaircissement ou leurs CV par courrier électronique à l'adresse ci-après :

**Chef de la Division Achat, Voyage et Fournitures,**

**Boite Postale (BP) 3243, Addis Abeba, Ethiopie,**

**Email** : [tender@africa-union.org](mailto:tender@africa-union.org)

**NB** : S'il Vous Plaît, rassurez-vous que le titre de la consultance est bien mentionné dans le sujet de votre Email